

## APRES LE CHANGEMENT DE SON STATUT Plus de moyens et d'autonomie pour l'ANB

**Riche de son nouveau statut, l'ANB devient Agence nationale des barrages et transferts (ANBT). L'ANB a évolué du caractère administratif celui public à caractère industriel et commercial. C'est lors du Conseil de gouvernement du 26 janvier dernier qu'a été adopté un décret exécutif portant réaménagement des statuts de l'ANB.**

L'institution voit ainsi son domaine d'action s'étendre aux infrastructures de transfert d'eau. Le but visé par cette réorganisation est une gestion plus rationnelle et rigoureuse de la précieuse ressource à travers une meilleure maîtrise des études et des réalisations. Pour M. Kalli, premier responsable de l'Agence nationale des barrages, le nouveau statut de l'ANB permettra en premier lieu à l'institution, grâce à la facilité de gestion, de s'assurer un encadrement à la mesure des projets d'envergure qu'elle initie.

"Désormais nous pourrons faire appel aux meilleurs ingénieurs, et même à des experts. Nous visons ainsi une efficacité maximum.

Par ailleurs, dans certains barrages, la Sonelgaz procède à la suspension de l'alimentation électrique et nous devons multiplier les écrits notamment aux services des finances pour pouvoir payer nos factures", a déclaré M. Kalli. Pour notre interlocuteur, il s'agit déjà de trouver les moyens de vendre l'eau emmagasinée dans les barrages. A cet effet, l'eau four-

nie par l'ANB à l'ADE et à destination de l'irrigation sera à l'avenir facturée. L'ADE aura, selon lui, à équilibrer l'utilisation du précieux liquide, privilégier l'économie de la ressource rare et payer ainsi réellement un service donné. M. Kalli explique par ailleurs qu'avec le nouveau statut de l'ANB il sera possible de dégager des moyens supplémentaires pour la gestion et l'entretien des barrages et de ce fait mieux protéger la ressource. Pour ce dernier, les eaux stockées ainsi que les projets de mobilisation et de transfert en réalisation permettront de faire face aux besoins de la capitale pour plusieurs années "pourvu qu'il n'y ait pas de gaspillage". Actuellement selon notre interlocuteur, les eaux stockées pour la capitale sont consommées en une année, alors qu'avec une

gestion rationnelle, elles sont faites pour durer plus longtemps. Passée au statut d'EPIC, l'ANB gagnera en autonomie. Pour une première phase explique M. Houyou, responsable à l'ANB, l'Etat devrait mettre en place une subvention, un fonds de démarrage, en vue de prendre en charge le budget de fonctionnement et les salaires.

Ainsi les tâches de l'ANB resteront les mêmes, seule changera la couverture financière. En plus du retrait de la ressource des différentes opérations, l'ANB fera payer l'eau brute à l'ADE et à l'agence pour l'irrigation et le drainage. "Nous devons ainsi subvenir aux besoins de fonctionnement et le différentiel sera pris en charge par l'Etat", a déclaré M. Houyou.

F.Z.B.

## COLLECTE, TRANSPORT DES DÉCHETS ET NETTOIEMENT DES VILLES

# Place à la concession !

**La mise en concession de la prise en charge de la collecte, du transport des déchets et de nettoyage des villes a commencé. La première commune concernée par cette opération pilote est celle de Bordj-El-Kiffan. Après un avis d'appel d'offres lancé par celle et une prolongation de délais, l'ouverture des plis a eu lieu, hier, au siège de la circonscription administrative de Dar-El-Beïda, en présence des responsables locaux et des soumissionnaires.**

M. Benmansour Abdallah, wali délégué de Dar-El-Beïda, qui était présent à cette cérémonie, a noté que "la concession est un choix indéniable car cette commune a été prise en charge par Net Com exceptionnellement après le séisme du 21 mai". Net Com pourra ainsi se redéployer dans les localités qu'elle couvre légalement.

L'Assemblée populaire communale devrait logiquement reprendre le relais.

Suite à la décision du wali d'Alger et son programme mis en place pour le nettoyage des villes, la concession a été retenue. "C'est une aide pour contribuer à alléger les APC", a souligné le wali délégué. Ceci avant d'ajouter : "C'est une première expérience qui devra, par la suite, être généralisée, si des résultats positifs suivent."

Le choix du lancement de cette opération s'est porté sur la commune de Bordj-El-Kiffan en considérant sa densité et son organisation actuelles.

"Cette commune a été sérieusement touchée par le séisme. D'importants problèmes s'en sont suivis, notamment pour la protection de l'environnement et pour le stockage des déchets, d'où la nécessité d'appréhender la prise en charge de cette mission le plus aisément possible", a déclaré le wali délégué de Dar-El-Beïda. Il soulignera, éga-

lement, que cette procédure n'est pas aussi exceptionnelle. En effet, le code communal permet de faire appel à ce mode de gestion.

La commune a été partagée en trois grands quartiers : Dergana, Benzara et Harraga. Chaque quartier a été scindé en deux secteurs. Au total, six secteurs de la commune doivent être pris en charge par des entreprises privées. Cinq entreprises algériennes ont soumis.

La commission devra révéler les entreprises retenues dans un délai très court. "Nous ferons en sorte que cette démarche démarre le plus tôt possible. Il est fort probable d'annoncer les noms des entreprises choisies d'ici une semaine", a affirmé M. Benmansour Abdallah.

Les soumissionnaires, de leur côté, ont insisté sur "la transparence des passations de marchés pour une plus grande réussite de cette opération".

Meriem Ouyahia

## COMMANDEMENT DES FORCES NAVALES

### DE LA 2E RÉGION MILITAIRE

# Pour une construction navale toujours aussi moderne

**Durant la journée d'hier mardi, le Commandement des forces navales de la 2<sup>e</sup> Région militaire a organisé au niveau de l'Entreprise de construction et de réparation navales (ECRN) une journée d'étude sur "L'introduction des procédés et outils de construction navale moderne". Cet événement a regroupé des universitaires, des industriels ainsi que des cadres de la construction navale, tous ont traité et débattu le thème en question autour de plusieurs communications.**

Amel B. - Oran (Le Soir) - L'information étant l'outil le plus utilisé dans les domaines technique, scientifique, médical et industriel a suscité l'intérêt du lieutenant-colonel Kadi Abdelhamid, qui a intitulé sa communication : "Introduction de

l'outil informatique dans la construction navale moderne." Selon l'intervenant, toute entreprise à caractère économique se veut performante si ses structures de conception de planification et de production sont totalement informatisées. Ce qui fait partie des priorités de l'ECRN qui, dit-il, dans le cadre de partenariat étranger se doit d'être à l'heure de la technologie afin d'augmenter sa productivité et réduire les coûts.

Le souci d'une bonne organisation du travail est une autre priorité pour pouvoir faire face à la concurrence mondiale, un thème sur lequel s'est penché le lieutenant-colonel A. Amari avec comme intitulé : "Planifier un projet de construction navale." Tout en s'appuyant sur les supports théoriques et méthodologiques, la productivité, selon le communicant, passe par la maîtrise des prévisions des charges avec la planification de l'activité,

la planification de l'emploi des ressources et enfin le contrôle de l'avancement du projet. A l'occasion, l'intervenant a voulu mettre en évidence les avantages d'un outil de planification, à savoir la méthode PERT, qui est très adaptée aux projets de construction. La maîtrise de la technologie en construction navale représente une condition essentielle pour une économie mondiale en mouvement, dira M. Ali Nemdli, maître de conférence, au département de génie maritime. Il s'étalera sur le sujet à travers sa communication intitulée : "Tendances actuelles dans le développement de projets de recherche en construction navale." Selon lui, la mise en valeur de projets de recherche en construction navale tend à améliorer la construction des navires, la réalisation de nouveaux types de navires "inhabituels", l'évolution de l'hydrodynamique navale, la réduc-

tion du bruit et des vibrations, et le perfectionnement d'une exploitation sûre du navire et la protection de l'environnement. La gestion de production assistée par ordinateur est un thème qu'a débattu le lieutenant M. L. Tagzout, avec comme intitulé : "Gestion de production assistée par ordinateur (GPAO)." Ses principales fonctions sont, dit-il, l'élaboration des plans, le calcul des besoins, l'ordonnancement, le lancement et le suivi de la production, la tenue des stocks et la gestion des commandes.

En parallèle à cette rencontre, le centre d'information de la 2<sup>e</sup> Région militaire, au niveau de la place d'Armes tient une exposition sur les différentes constructions navales en présence de militaires qualifiés pour répondre aux interrogations du citoyen qui est convié à ces journées qui s'étaleront du 1<sup>er</sup> au 7 février 2005.

A. B.

## FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

# Orientation d'office à partir de septembre 2005

"L'orientation des élèves inscrits dans les établissements scolaires en palier post-obligatoire (moyen et secondaire) vers le secteur de la formation professionnelle se fera de façon systématique et d'office à partir de la rentrée professionnelle de septembre 2005-2006." C'est ce qu'a annoncé hier M. El Hadi Khaldi, ministre de l'Enseignement et de la formation professionnels (EFP) lors du regroupement national des directeurs de wilaya de l'EFP organisé hier à l'Institut de la formation professionnelle d'El-Biar. Cette nouvelle mesure prise en commun accord entre les ministères de l'Enseignement supérieur, de l'Education nationale et celui de la Formation professionnelle concernera les élèves scolarisés ayant des difficultés à poursuivre leur cursus scolaire tout en tenant compte de leurs capacités d'apprentissage. "Une commission interne sera installée ce dimanche afin d'étudier et de définir les conditions et les modalités d'application de ce nouveau dispositif d'orientation qui sera régi par un arrêté interministériel", a expliqué Mme Akila Chergou, directrice centrale chargée de la formation continue et des relations intersectorielles au niveau du département de Khaldi. Ce dispositif vise, selon elle, à juguler de façon sensible la déperdition enregistrée dans les établissements au premier mois de la mise en formation. Autre nouveauté devant entrer en vigueur cette année concerne la création de 13 pôles d'excellence où seront développées treize activités professionnelles dans différents domaines, entre autres le tourisme, l'environnement, l'agriculture, le bâtiment et l'électronique. Ces établissements rassembleront les meilleures performances sur le plan technique et pédagogique afin d'assurer une formation de haut niveau dans les branches professionnelles stratégiques et prioritaires. Par ailleurs, dans le cadre de la politique d'adaptation de l'outil national de la formation professionnelle aux besoins du secteur économique, le département de Khaldi a engagé un processus de partenariat visant à faire participer les entreprises publiques et privées à l'effort du développement du secteur. Dans ce sens, 743 entreprises ont été concernées par ce processus réparties sur 43 wilayas. Pour la seule année 2004, 19 conventions-cadres ont été signées. Celles-ci ont donné lieu à 487 conventions d'application et à 17 634 travailleurs mis en formation continue. Il convient de noter en outre que l'enveloppe accordée au secteur de la FEP au titre du budget de fonctionnement 2005 dépasse les 16,4 milliards de dinars contre 14,8 milliards de dinars en 2004 soit une augmentation de 10,8%. Les effectifs budgétaires inscrits à l'indicatif du secteur au titre du budget de la même année sont de l'ordre de 37 006 postes dont 5513 postes vacataires et journaliers. Lors de cette journée, le premier responsable de l'EFP a exhorté ses représentants au niveau local à ouvrir le dialogue avec le partenaire social en vue de mettre fin aux conflits qui secouent les établissements et instituts relevant de son secteur et aussi à offrir de meilleures conditions pédagogiques aux apprentis. "Sans quoi des sanctions seront prises", a menacé M. Khaldi.

Lotfi Mériad

# La rentrée professionnelle fixée au 26 février

La prochaine rentrée professionnelle est prévue le 26 du mois en cours. Les inscriptions ayant débuté en janvier se poursuivront jusqu'à la veille, voire le jour de la rentrée. En prévision de cette échéance, le secteur de l'EFP bénéficiera de 4500 nouveaux postes de formation répartis à travers 22 établissements ainsi que de 13 internats totalisant des capacités de 1000 lits. Pour la même rentrée, 250 sections d'équipement technico-pédagogique permettant l'offrir plus de 7500 postes de formations seront également ouvertes.

L. M.